

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 22 octobre 2025

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMPHENOL SOCAPEX

CENTRE DE THYEZ

BP 29

74300 Thyez

Références : 20251015-RAP-InspectionAmphenolSocapexPreventionPollutionAir_Georisques-VF
Code AIOT : 0006104737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 octobre 2025 dans l'établissement AMPHENOL SOCAPEX implanté 948 Promenade de l'Arve à 74300 Thyez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société AMPHENOL SOCAPEX exerce une activité de traitement de surface par voie électrolytique ou chimique au sein de son établissement de Thyez, laquelle est à l'origine d'émissions à l'atmosphère.

La visite d'inspection effectuée a porté sur les dispositions prises par l'exploitant pour capter ces émissions, permettre leur bonne diffusion dans l'air, en assurer la surveillance, et respecter les valeurs limites de rejet, au regard de la réglementation applicable.

Elle a porté également sur une autre thématique, visant les travaux par points chauds au sein de l'établissement, dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette autre thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMPHENOL SOCAPEX
- 948 PROMENADE DE L'ARVE 74300 Thyez
- Code AIOT : 0006104737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMPHENOL SOCAPEX est spécialisée dans la fabrication de connecteurs destinés aux secteurs militaire, aéronautique ou industriel. Elle emploie actuellement 350 personnes selon les informations recueillies.

Son établissement situé 948 Promenade de l'Arve à Thyez accueille diverses activités organisées par ateliers, et principalement de l'usinage, du décolletage, du moulage par injection de matières plastiques, du traitement de surface et de l'assemblage.

Sur le plan de la situation administrative, le site est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 mai 1984, modifié et complété dernièrement le 16 mai 2022.

Il est précisé qu'en raison des évolutions de la nomenclature des installations classées, l'activité pratiquée de traitement de surface ne relève plus aujourd'hui que du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2565-1-a (emploi de cadmium), n° 2565-1-b (emploi de cyanures) et n° 2565-2-a de la nomenclature.

De ce fait, l'établissement est soumis par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre notamment de la rubrique n° 2565.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution atmosphérique résultant de l'activité de traitement de surface pratiquée (Air)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique - Captage des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.1	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique - Conception et réalisation des systèmes de captation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique - Epuración des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.4	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique - Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.7	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique - Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée n'a pas mis en évidence d'écart vis-à-vis des prescriptions réglementaires dont le respect a été contrôlé, au regard des éléments présentés par l'exploitant et des constatations effectuées.

Néanmoins, à l'avenir, l'exploitant veillera à porter une attention particulière aux résultats en cyanures obtenus lors du contrôle des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées, qu'il fait pratiquer annuellement par un organisme agréé.

Si lesdits résultats s'approchent notablement de la valeur limite de rejet applicable, l'exploitant devra alors étudier la possibilité de mettre en place un dispositif d'épuration des effluents gazeux cyanurés en vue d'en garantir la conformité réglementaire, du type laveur de gaz par exemple, et tiendra informée l'inspection des installations classées de l'état d'avancement de cette étude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.1
Thème(s) : Risques chroniques - Captage des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires devront être, si nécessaire, captées au mieux [...] au moyen des meilleures technologies disponibles, avant leur rejet à l'atmosphère.
Constats : L'exploitant a indiqué que trois réseaux d'aspiration distincts permettent de capter les émissions à l'atmosphère résultant de l'activité de traitement de surface pratiquée, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- un réseau associé aux baignoires de traitement faiblement acides et aux baignoires de traitement alcalins (réseau n°1),- un réseau associé aux baignoires de traitement cyanurés, dont ceux à base de cadmium (réseau n°2),- un réseau associé aux baignoires de traitement très acides, incluant les baignoires de décapage et ceux à base de chrome hexavalent (réseau n°3). Ces trois réseaux d'aspiration ont été montrés au cours de la visite d'inspection, depuis leurs points de départ au droit des baignoires de traitement et jusqu'à la toiture, avec les turbines d'aspiration associées (ventilateurs). Des étiquetages à l'intérieur de l'atelier permettent de les identifier en fonction de la nature des émissions captées. Leurs conditions d'aménagement n'ont pas soulevé d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Concernant leur conception et leur optimisation, il conviendra de se reporter à la fiche de constat n°2 ci-après.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.2
Thème(s) : Risques chroniques - Conception et réalisation des systèmes de captation
Prescription contrôlée : Les systèmes de captation seront conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.
Constats : - L'exploitant a fait savoir qu'un organisme spécialisé (SOCOTEC) est intervenu sur le site du 9 au 11 juillet 2024, dans le cadre de la vérification périodique de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail, afin de contrôler la bonne adaptation des réseaux d'aspiration des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées. Le rapport d'intervention correspondant a été présenté, exposant les contrôles effectués notamment sur les vitesses et débits d'aspiration au droit de chaque bain de traitement de surface. Les conclusions qui en ressortent n'ont pas fait état d'anomalie à l'égard de ces paramètres, pouvant porter préjudice à la protection des salariés. Il peut donc être considéré que les moyens techniques mis en œuvre sont appropriés, en vue d'assurer la captation des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées. - En matière de produits incompatibles et au vu des éléments recueillis, sont concernés au sein de l'atelier de traitement de surface de l'établissement, les bains acides et cyanurés d'une part ainsi que les bains très acides et alcalins d'autre part. Les réseaux d'aspiration mis en place ont été aménagés de façon à capter séparément les émissions à l'atmosphère de ces bains.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.4
Thème(s) : Risques chroniques - Epuration des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les effluents ainsi aspirés devront être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc ...) pour satisfaire aux exigences de l'article 3.13.6.5.
Constats : Les installations de traitement de surface exploitées ne sont pas pourvues d'un dispositif permettant d'épurer les effluents gazeux générés. Un tel dispositif s'imposerait dans le cas où les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air ne seraient pas respectées sans épuration préalable des effluents. D'après le contrôle des émissions à l'atmosphère des installations que l'exploitant fait réaliser annuellement par un organisme agréé, les VLE s'avèrent être respectées. Cependant, il est à noter qu'un contrôle inopiné par un organisme agréé, intervenu du 13 au 14 novembre 2024 à la demande de l'inspection des installations classées, a mis en évidence un dépassement important de la VLE en cyanures dans le réseau n°2. Un nouveau contrôle inopiné intervenu le 24 juillet 2025 et portant sur le même réseau (contrôle inopiné partiel) n'a toutefois pas confirmé ce dépassement, l'exploitant ayant engagé des actions correctives pour y remédier. Les résultats des contrôles effectués ces dernières années, y compris ceux des contrôles inopinés, sont présentés et examinés à la fiche de constat n°6 ci-après, avec le détail des actions correctives engagées par l'exploitant. Par ailleurs, il ressort des éléments communiqués par l'exploitant qu'une teneur en cyanures de 0,96 mg/Nm ³ a été mesurée dans le réseau n°2 lors du contrôle annuel intervenu en 2019, soit une valeur très proche de la VLE fixée à 1 mg/Nm ³ . Cette situation appelle donc une demande de la part de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A l'avenir, l'exploitant veillera à porter une attention particulière aux résultats en cyanures obtenus lors du contrôle des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées, qu'il fait pratiquer annuellement par un organisme agréé. Si lesdits résultats s'approchent notablement de la valeur limite de rejet applicable, l'exploitant devra alors étudier la possibilité de mettre en place un dispositif d'épuration des effluents gazeux cyanurés en vue d'en garantir la conformité réglementaire, du type laveur de gaz par exemple, et tiendra informée l'inspection des installations classées de l'état d'avancement de cette étude.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37
Thème(s) : Risques chroniques - Conditions de rejet à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. [...]
Constats : - Les trois réseaux d'aspiration dont dispose l'atelier de traitement de surface de l'établissement débouchent en toiture. Chaque réseau débouche à la verticale, à une hauteur d'environ 10 mètres par rapport au niveau du sol environnant, et ne comporte pas d'obstacle à la diffusion des gaz (absence de chapeau chinois ou d'un autre dispositif). L'exploitant a précisé à cet égard que les eaux pluviales pénétrant dans les conduits sont évacuées en pied des parties verticales des conduits et en pied des turbines (ventilateurs) des réseaux, grâce à de petites canalisations mises en place à cet effet, et dirigées vers la station de détoxification des eaux résiduaires industrielles de l'atelier pour traitement, en respectant les règles de compatibilité chimique. - D'après le site internet Géoportail, les locaux habités ou occupés par des tiers et les éventuelles bouches d'aspiration d'air associées se situent à une distance d'environ 35 mètres pour les plus proches, à l'ouest. Cette distance supprime le risque de siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air qui se trouveraient dans le voisinage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.7
Thème(s) : Risques chroniques - Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Une surveillance des rejets atmosphériques sera réalisée et portera sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. <p>L'exploitant s'assurera notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau,...),</p> <ul style="list-style-type: none">- le bon traitement des effluents atmosphériques. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.13.6.5 du présent arrêté, sera réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.
Constats : <p>- Comme relevé plus haut, l'exploitant a fait intervenir un organisme spécialisé (SOCOTEC) du 9 au 11 juillet 2024, dans le cadre de la vérification périodique de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail, afin de contrôler la bonne adaptation des réseaux d'aspiration chargés de capter les émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées.</p> <p>Ce contrôle a porté également sur l'état des gaines souples d'aspiration au droit de chaque bain de traitement de surface, d'après le rapport d'intervention présenté, lequel a fait état d'une détérioration de certaines d'entre elles et de l'absence de plusieurs colliers de serrage.</p> <p>L'exploitant a fait savoir que le remplacement des gaines détériorées a été effectué en décembre 2024, de même que la pose des colliers de serrage manquants. Il a confirmé cette information par un courriel en date du 17 octobre 2025 adressé à l'inspection des installations classées, et a proposé au travers de ce courriel de renouveler tous les trois ans le contrôle des réseaux d'aspiration par l'organisme auquel il a fait appel, ainsi que de vérifier désormais en interne annuellement l'état des gaines souples d'aspiration.</p> <p>En matière de suivi des réseaux d'aspiration, l'exploitant a ajouté au cours de la visite d'inspection que leurs turbines (ventilateurs) doivent faire l'objet d'une maintenance préventive par une entreprise spécialisée en décembre 2025, celle du réseau n°2 ayant été changée en décembre 2023, et a transmis le bon de commande correspondant.</p> <p>Enfin, il a précisé que les carneaux d'aspiration, les turbines, et les conduites d'aspiration en toiture sont vérifiés visuellement en interne selon une fréquence mensuelle, trimestrielle ou annuelle suivant les éléments vérifiés. Il a montré les fiches renseignées permettant d'en assurer la traçabilité.</p> <ul style="list-style-type: none">- En matière de contrôle des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées, l'exploitant a fait appel annuellement à un organisme agréé (SOCOTEC jusqu'en 2023 et BUREAU VERITAS en 2025), lequel est intervenu en liaison avec un laboratoire d'analyses également agréé (EUROFINS dans les deux cas).

Pour l'année 2024, le contrôle inopiné effectué à la demande de l'inspection des installations classées (BUREAU VERITAS) s'est substitué au contrôle annuel réglementaire.

L'exploitant a présenté, par sondage de l'inspection des installations classées, les rapports de contrôle relatifs aux années 2023 et 2025. Leur examen n'a pas soulevé d'observation particulière.

Il en ressort que les contrôles ont porté sur l'acidité totale exprimée en H, les alcalins exprimés en OH, le fluorure d'hydrogène (HF) exprimé en F, le chrome total, le chrome hexavalent, le nickel, les cyanures, les oxydes d'azote exprimés en NO₂, l'ammoniac (NH₃), et le dioxyde de soufre (SO₂).

Les polluants contrôlés ont été conformes à ceux visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 mai 1984, modifié et complété dernièrement le 16 mai 2022, et par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre notamment de la rubrique n° 2565.

Les résultats des contrôles précités, ainsi que ceux des derniers contrôles inopinés effectués, sont présentés et examinés à la fiche de constat n°6 ci-après.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.13.6.5

Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'installation respectera avant toute dilution les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Polluant	Concentration (en mg/Nm3)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOX, exprimés en NO2	200
SO2	100
NH3	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne pourra excéder le double de la valeur limite.

Constats :

Le tableau ci-dessous reprend :

- les résultats analytiques obtenus lors du contrôle des émissions à l'atmosphère des installations de traitement de surface exploitées, que l'exploitant a fait réaliser par un organisme agréé en 2023 et 2025,
- ceux du contrôle inopiné intervenu à la demande de l'inspection des installations classées et qui s'est substitué au contrôle périodique incombant à l'exploitant pour l'année 2024,
- ceux du contrôle inopiné partiel, intervenu le 24 juillet 2025 également à la demande de l'inspection des installations classées.

Polluants	Résultats par année de contrôle (en mg/Nm³)									
	Année 2023 (14/12/2023)			Année 2024 (contrôle inopiné du 13 au 14/11/2024)			Année 2025 (du 15 au 16/05/2025)			Année 2025 (contrôle inopiné du 24/07/2025)
	Réseau n°1	Réseau n°2	Réseau n°3	Réseau n°1	Réseau n°2	Réseau n°3	Réseau n°1	Réseau n°2	Réseau n°3	Réseau n°2
Acidité totale (exprimée en H)	0	0	0	0,00249	0	0,0327	0,0198	0	0,118	0,14

HF (exprimé en F)	0,014	0	0	0	0	0	0	0	0	0,036
Chrome total	0,0039	0,0021	0,0074	0,00249	0,00468	0,00154	0,00561	0,017	0,0111	0,062
Cr VI	0,00028	0,00052	0	0	0	0,000287	0,00029	0,000524	0	0,00071
Nickel	0,017	0,0051	0,039	0,00265	0,00297	0,00371	0,00528	0,0146	0,0084	0,045
Cyanures	0,00028	0,00052	0,00022	0,0576	2,68	0,0249	0,0207	0,436	0,0151	0,62
Alcalins (exprimés en OH)	0	0	0	0	0,0896	0	0,156	0	0,23	0
Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	0	0	0,59	0	0	2,47	0	1,03	0	0,59
Dioxyde de soufre (SO ₂)	2,55	0,5	1,28	0,0926	0,0672	0,0718	0,522	0	0,053	0,46
Ammoniac (NH ₃)	0,091	0,067	0,038	0,123	0	0,0255	0	0,417	0,0577	0,93

D'après les résultats obtenus, les valeurs limites en acidité totale (exprimée en H), fluorure d'hydrogène (exprimé en F), chrome total, chrome hexavalent (Cr VI), nickel, alcalins (exprimés en OH), oxydes d'azote (exprimés en NO₂), dioxyde de soufre (SO₂) et ammoniac (NH₃) ont été respectées.

Il en est de même concernant les cyanures, à l'exception du résultat obtenu lors du contrôle inopiné intervenu en novembre 2024 sur le réseau n°2, ayant donné un résultat de 2,68 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission fixée à 1 mg/Nm³.

En réponse à ce dépassement important de la valeur limite d'émission, l'exploitant a fait connaître par un courrier en date du 16 janvier 2025 les actions engagées pour y remédier. Celles-ci sont reprises ci-après.

==> Recherche des causes du dépassement

Selon l'exploitant, un démontage de la volute du réseau d'aspiration n°2, réalisé le 13 janvier 2025, a permis de vérifier la propreté de l'aspiration.

En revanche, sur une des chaînes de traitement au tonneau (chaîne Néo-Chrome), le niveau du bain de cuivre alcalin cyanuré s'est avéré être trop haut en l'absence de repère de niveau. De ce fait, des éclaboussures ont pu contaminer les carreaux ainsi que le réseau.

==> Plan d'action engagé

Le plan d'action engagé par l'exploitant a consisté à :

- modifier le niveau du bain de cuivre de la chaîne Néo-Chrome le 10 décembre 2024 (détection du niveau du bain abaissé de 10 cm, et support de la résistance chauffante descendu),

- vérifier l'intérieur de la branche d'aspiration d'une autre chaîne de traitement le 13 janvier 2025 (chaîne cadmium au bain mort),
- revoir la fréquence de vérification et de nettoyage des carreaux d'aspiration des baignoires (fréquence mensuelle instaurée depuis décembre 2024), avec une inscription sur les fiches de maintenance,
- planifier sur l'année 2025 la pose de trappes de visite étanches au niveau des conduites du réseau d'aspiration cyanuré, pour pouvoir contrôler leur état d'encrassement,
- remplacer sur l'année 2025 le petit réseau d'aspiration de la chaîne cadmium au bain mort,
- installer durant le premier trimestre 2025 des couvercles sur les baignoires de cuivre et de laiton cyanurés de la chaîne Néo-Chrome,
- étudier sur l'année 2025 le remplacement de la chaîne Néo-Chrome, avec soit la suppression du bain de cuivre cyanuré soit la diminution de son volume,
- étudier la possibilité d'installer un laveur de gaz sur les rejets atmosphériques du réseau n°2.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a montré les actions menées et aisément visualisables, à savoir : l'abaissement du niveau du bain de cuivre de la chaîne Néo-Chrome, l'augmentation de la fréquence de vérification et de nettoyage des carreaux d'aspiration des baignoires (sur présentation des fiches de maintenance associées), la pose d'une trappe de visite étanche au niveau des conduites du réseau d'aspiration cyanuré au jour de la visite d'inspection, et le remplacement d'une partie du réseau d'aspiration de la chaîne cadmium au bain mort d'après les dires de l'exploitant.

Ce dernier a indiqué en outre que, quelle que soit l'issue de l'étude du remplacement de la chaîne Néo-Chrome, la suppression du bain de cuivre cyanuré a été décidée pour la fin de l'année 2025.

Enfin, pour ce qui a trait à l'installation d'un dispositif d'épuration sur les rejets atmosphériques du réseau n°2, l'exploitant a indiqué ne pas y avoir donné suite compte tenu des résultats favorables en cyanures obtenus sur ces rejets lors du contrôle périodique de 2025.

Le contrôle inopiné intervenu le 24 juillet 2025 et portant sur le réseau n°2 a permis aussi d'observer un retour à la conformité des émissions à l'atmosphère de ce réseau.

Pour autant, l'exploitant veillera à répondre à la demande de l'inspection des installations classées, formulée à la fiche de constat n°3 ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite